

**LOI N° 2025-001****PORATA~~N~~ LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, EXERCICE 2025**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président du Conseil promulgue la loi dont la teneur suit :

**CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX  
RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

Article premier : Sont annulées au budget de l'Etat, exercice 2025, les ressources et les charges ci-après :

**1- Ressources** : 138.038.402.000 francs CFA

- |                               |                             |
|-------------------------------|-----------------------------|
| - Recettes non fiscales ..... | 8.358.437.000 francs CFA ;  |
| - Dons-projets .....          | 50.641.389.000 francs CFA ; |
| - Emprunts-projets .....      | 31.129.359.000 francs CFA ; |
| - Appuis budgétaires.....     | 12.986.840.000 francs CFA ; |
| - Autres emprunts .....       | 34.922.377.000 francs CFA.  |

**2- Charges** : 169.764.493.000 francs CFA

- |  |                              |
|--|------------------------------|
| - Transferts courants .....            | 27.000.193.000 francs CFA ;  |
| - Dépenses en capital .....            | 142.147.300.000 francs CFA ; |
| - Comptes d'affectation spéciale ..... | 617.000.000 francs CFA.      |

- Titres public ..... 47.227.251.000 francs CFA ;
- Comptes d'affectation spéciale... ..... 553.531.000 francs CFA.

**2- Charges :** 209.183.127.000 francs CFA

- Dépenses de biens et services ..... 68.883.110.000 francs CFA ;
- Transferts courants..... 300.000.000 francs CFA ;
- Dépenses en capital..... 107.806.969.000 francs CFA ;
- Dépenses en atténuation de recettes.... 31.022.517.000 francs CFA ;
- Comptes d'affectation spéciale..... 1.170.531.000 francs CFA.

**Article 3 :** Les articles 1, 3, 4, 5, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29 et 30 de la loi n° 2024-007 du 30 décembre 2024 portant loi de finances initiale, exercice 2025, sont abrogés et remplacés comme suit :

**Article Premier nouveau :** Ressources et charges du budget de l'Etat

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2025 s'équilibre en ressources et en charges à 2.436.007.606.000 FCFA.

Il est composé de recettes et de dépenses budgétaires, de ressources et de charges de trésorerie ainsi que de recettes et de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

**Article 3 nouveau :** Evaluation des ressources du budget de l'Etat

Les ressources du budget de l'Etat pour l'exercice 2025 s'élèvent à 2.436.007.606.000 FCFA. Elles sont composées de :

- ressources du budget général : 2.427.690.707.000 FCFA, dont 1.471.966.112.000 FCFA de recettes budgétaires et 955.724.595.000 FCFA de ressources de trésorerie ;
- recettes des comptes spéciaux du Trésor : 8.316.899.000 FCFA.

**Article 4 nouveau :** Recettes budgétaires et ressources de trésorerie

Les recettes budgétaires sont composées de :

- recettes fiscales : 1.239.386.217.000 FCFA ;
- recettes non fiscales : 83.611.753.000 FCFA ;
- dons-projets : 148.968.142.000 FCFA.

Les ressources de trésorerie sont constituées de :

- titres publics : 379.543.025.000 FCFA ;
- emprunts projets : 190.573.150.000 FCFA ;
- autres emprunts : 385.608.420.000 FCFA.

**Article 5 nouveau** : Recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 2025 ne comprennent que celles des comptes d'affectation spéciale et sont de 8.316.899.000 FCFA.

**Article 18 nouveau** : Autorisations d'engagement (AE)

Les autorisations d'engagement (AE) sont définies comme la limite supérieure des dépenses en capital pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice.

Dans le cadre de l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2025, le gouvernement dispose d'autorisations d'engagement qui s'élèvent à 887.400.749.000 FCFA.

**Article 19 nouveau** : Crédits de paiement (CP)

Les crédits de paiement (CP) sont définis comme la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Ils correspondent aux besoins de paiement (trésorerie) de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques actés au titre de l'exercice ou de celui des années antérieures.

Au titre de l'exercice 2025, les crédits de paiement sont évalués à 1.725.385.893.000 FCFA pour l'ensemble des dépenses, décomposé comme suit :

- dépenses ordinaires : 1.180.229.809.000 FCFA ;
- dépenses en capital : 536.839.185.000 FCFA ;
- dépenses des comptes spéciaux du Trésor : 8.316.899.000 FCFA.

**Article 20 nouveau** : Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

Les dépenses ordinaires sont constituées de :

- charges financières de la dette publique : 166.957.260.000 FCFA dont 130.651.542.000 FCFA au titre de la dette intérieure et 36.305.718.000 FCFA au titre de la dette extérieure ;

- dépenses de personnel : 355.664.454.000 FCFA ;
- dépenses de biens et services : 252.564.829.000 FCFA ;
- dépenses de transferts courants : 194.020.749.000 FCFA ;
- dépenses en atténuation des recettes : 211.022.517.000 FCFA ;

Les dépenses en capital, d'un montant de 536.839.185.000 FCFA, comprennent les :

- dépenses d'investissement (hors PIP) : 49.744.625.000 FCFA ;

- projets d'investissement : 487.094.560.000 FCFA.

#### Article 22 nouveau : Dépenses des comptes spéciaux du Trésor

Les dépenses des comptes spéciaux du Trésor sont les dépenses relatives aux comptes d'affectation spéciale pour un montant de 8.316.899.000 FCFA.

#### Article 23 nouveau : Solde budgétaire

Les recettes et les dépenses budgétaires de l'Etat font ressortir un solde budgétaire déficitaire d'un montant de 245.102.881.000 FCFA.

N°	INTITULE	MONTANT (en milliers de francs CFA)
1	<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	1 471 966 112
2	<b>RECETTES FISCALES</b>	1 239 386 217
3	<b>COMMISSARIAT DES IMPÔTS</b>	622 226 631
4	Recettes liquides	532 128 636
5	Recettes non liquides	90 097 995
6	<b>COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS</b>	617 159 586
7	Recettes liquides	496 235 064
8	Recettes non liquides	120 924 522
9	<b>RECETTES NON-FISCALES</b>	83 611 753
10	<b>DONS</b>	148 968 142
11	Dons projets	148 968 142
13	<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	1 717 068 994
14	<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	1 180 229 809
15	Charges financières de la dette publique	166 957 260
16	Dette intérieure	130 651 542
17	Dette extérieure	36 305 718
18	Dépenses de personnel	355 664 454
19	Dépenses d'acquisition de biens et services	252 564 829
20	Dépenses de transferts courants	194 020 749

N°	INTITULE	MONTANT (en milliers de francs CFA)
21	Dépenses en atténuation de recettes	211 022 517
<b>22</b>	<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>536 839 185</b>
23	Dépenses d'investissement (hors PIP)	49 744 625
<b>24</b>	<b>Projets d'investissement</b>	<b>487 094 560</b>
25	Sur ressources internes	147 553 268
<b>26</b>	<b>Sur ressources externes</b>	<b>339 541 292</b>
27	Emprunts	190 573 150
28	Dons	148 968 142
<b>29</b>	<b>SOLDE BUDGETAIRE</b>	<b>-245 102 881</b>

**Article 24 nouveau :** Solde de trésorerie et financement du déficit

Les ressources et les charges de trésorerie dégagent un solde excédentaire d'un montant de 245.102.881.000 FCFA.

N°	INTITULE	MONTANT (en milliers de francs CFA)
<b>1</b>	<b>RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>955 724 595</b>
2	Titres publics	379 543 025
3	Emprunts – projets	190 573 150
4	Autres emprunts	385 608 420
<b>5</b>	<b>CHARGES DE TRESORERIE</b>	<b>710 621 713</b>
6	Amortissement dette intérieure	519 291 745
7	Amortissement dette extérieure	191 329 968
<b>8</b>	<b>SOLDE DE TRESORERIE</b>	<b>245 102 881</b>

Le déficit budgétaire est entièrement financé par le solde de trésorerie.

### **Article 25 nouveau : Equilibre global**

Pour l'année 2025, l'équilibre du budget de l'Etat s'établit en recettes et dépenses budgétaires, en ressources et charges de trésorerie et en recettes et dépenses des comptes spéciaux du Trésor à 2.436.007.606.000 FCFA.

### **Article 27 nouveau : Répartition des programmes par ministère**

Le programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Les comptes spéciaux du trésor sont considérés comme des programmes budgétaires. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction des finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Un programme peut regrouper tout ou partie des crédits d'une direction, d'un service, d'un ensemble de directions ou de services d'un même ministère.

Au titre de l'exercice budgétaire 2025, cent trente (130) programmes concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques sont inscrits au sein des ministères dont trente-trois (33) programmes pilotages et quatre-vingt-dix-sept (97) programmes opérationnels y compris six (06) programmes relatifs aux comptes d'affectation spéciale. Le montant des crédits de paiement (CP) ouverts sur ces programmes est de 1.057.459.687.000 FCFA, réparti par programme comme suit :

**Tableau récapitulatif des programmes et dotations ministériels**

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	7 045 222	8 509 459
		Mobilisation des ressources financières	0	25 313 913
		Gestion macroéconomique	8 543 922	2 874 825
		Programmation et gestion budgétaire	29 799	3 400 644
		Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	7 091 985	10 125 847

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	22 837	2 225 458
		<b>Total</b>	<b>22 733 765</b>	<b>52 450 146</b>
220	Ministère du plan et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	7 055	691 382
		Planification du développement	5 870 177	10 675 644
		Coopération au développement	4 000	152 640
		Aménagement du territoire	3 000	115 572
		<b>Total</b>	<b>5 884 232</b>	<b>11 635 238</b>
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur	Pilotage et soutien aux services du ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	87 837	1 034 885
		Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional, régional et international	168 478	18 765 267
		Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	12 000	120 172
		<b>Total</b>	<b>268 315</b>	<b>19 920 324</b>
240	Ministère du développement à la base, de l'inclusion financière, de la	Pilotage et soutien aux services du MDBIFJEJ	89 180	380 958
		Développement à la base	11 217 818	11 096 260

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTACTIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
310	Ministère des armées	jeunesse et de l'emploi des jeunes	Jeunesse	8 000 4 819 176
			Inclusion financière	8 000 339 000
			Secteur informel	2 050 372 2 300 372
			<b>Total</b>	<b>13 373 370 18 935 766</b>
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	Dotation : infrastructures militaires + besoins spécifiques MINARM + renseignements	19 520 972	30 348 987
		Pilotage et soutien des services du ministère des armées	19 750 190	29 653 226
		Préparation et emploi des forces	5 060 394	28 118 947
		Soutien des forces	5 423 305	59 060 404
		Anciens combattants, mémoires lien armée - nation	30 740	148 665
		<b>Total</b>	<b>49 785 602</b>	<b>147 330 229</b>
		Pilotage et soutien aux services du MATDCC	276 550	1 252 435
		Décentralisation et déconcentration	20 032 662	33 548 526
		Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	6 500	370 397
		Culte et chefferie coutumière	13 700	865 556
		<b>Total</b>	<b>20 329 412</b>	<b>36 036 915</b>

SECT°	MINISTERES INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	2 917 000	1 402 574
		Administration de la justice	34 850	3 430 314
		Accès au droit et à la justice	0	188 282
		Administration pénitentiaire et réinsertion	0	2 191 377
		<b>Total</b>	<b>2 951 850</b>	<b>7 212 547</b>
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	Pilotage et soutien des services du MSPC	741 900	2 262 410
		Sécurité intérieure et transfrontalière	99 513	24 630 802
		Protection civile	288 474	1 969 863
		<b>Total</b>	<b>1 129 887</b>	<b>30 200 082</b>
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	Pilotage et soutien au ministère de l'aménagement et du développement des territoires	151 500	235 716
		Développement des territoires	0	128 119
		<b>Total</b>	<b>151 500</b>	<b>363 835</b>
510	Ministère des enseignements primaire et secondaire	Pilotage et soutien des services du ministère des enseignements primaire et secondaire	83 983	17 014 571
		Enseignements préscolaire et primaire	15 022 179	105 829 576
		Enseignement secondaire général	60 000	59 939 830
		<b>Total</b>	<b>15 166 162</b>	<b>182 783 977</b>

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Pilotage et soutien des services du METFPA	90 675	5 622 743
		Enseignement technique	2 500	5 009 811
		Formation professionnelle et apprentissage	5 394 571	3 388 215
		Qualité de l'enseignement technique , de la formation professionnelle et de l'apprentissage	418 191	1 507 459
		<b>Total</b>	<b>5 905 937</b>	<b>15 528 228</b>
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Pilotage et soutien des services du MESR	138 167	556 057
		Enseignement supérieur	17 044	41 369 667
		Recherche et innovation	7 932 734	3 652 587
		<b>Total</b>	<b>8 087 945</b>	<b>45 578 311</b>
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	Pilotage et soutien aux services du MSHP	98 584	21 421 289
		Lutte contre la maladie	27 526 353	23 774 835
		Offre et assurance qualité des services et soins de santé	45 539 388	60 729 821
		Réponse aux urgences sanitaires	5 513 997	2 964 010
		<b>Total</b>	<b>78 678 322</b>	<b>108 889 955</b>
611	Ministère de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	Pilotage et soutien aux services du MASCS	104 980	594 475
		Offre de soins de santé de qualité au niveau primaire	11 055 450	7 009 211
		Couverture maladie universelle	0	2 530 000

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
			11 160 430	10 133 686
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue social	Pilotage et coordination des services du MRSPTDS	51 050	515 238
		Fonction publique	0	675 822
		Modernisation de l'administration publique	3 500 000	12 019 499
		Emploi	0	2 007 315
		Travail	0	1 121 878
		<b>Total</b>	<b>3 551 050</b>	<b>16 339 751</b>
720	Ministère de la communication et des médias et de la culture	Pilotage et soutien des services du MCMC	96 756	1 091 337
		Communication et information	0	3 368 847
		Culture	0	787 939
		<b>Total</b>	<b>96 756</b>	<b>5 248 123</b>
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	Pilotage et soutien aux services du ministère	82 960	1 585 450
		Promotion de l'action sociale et de la solidarité	160 000	800 687
		Protection de l'enfant	0	413 688
		Genre et promotion de la femme	281 002	877 368
		Alphabétisation et éducation non formelle	0	187 778
		<b>Total</b>	<b>523 962</b>	<b>3 864 971</b>
750	Ministère des sports et loisirs	Pilotage et soutien aux services du ministère des sports et des loisirs (MSL)	384 590	753 609
		Sports	0	3 621 837

SECT°	MINISTERES INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
		Loisirs	0	35 393
		<b>Total</b>	<b>384 590</b>	<b>4 410 839</b>
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	69 190	331 905
		Information géographique	1 000	41 252
		Logement décent	7 336 767	2 525 178
		Cadre de vie	35 422 581	10 990 378
		<b>Total</b>	<b>42 829 538</b>	<b>13 888 713</b>
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	Pilotage et soutien des services du MAHVDR	2 149 801	6 681 650
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	19 135 969	5 728 200
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits	44 404 350	20 575 326
		Sécurité alimentaire et résilience des populations	38 516 764	16 116 420
		<b>Total</b>	<b>104 206 884</b>	<b>49 101 596</b>
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	Pilotage et soutien des services du mea	439 419	956 097
		Gestion intégrée des ressources en eau	0	149 818
		Approvisionnement en eau potable	42 778 115	16 294 054
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	2 550 000	563 408
		<b>Total</b>	<b>45 767 534</b>	<b>17 963 378</b>

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	Pilotage et soutien aux services du MRHART	86 500	329 955
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	227 845	148 806
		Production, transformation animale et réglementation de la transhumance	100 000	1 209 512
		<b>Total</b>	<b>414 345</b>	<b>1 688 273</b>
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	16 000	216 947
		Transport maritime	1 804 000	133 175
		Développement et protection du littoral	0	4 228
		<b>Total</b>	<b>1 820 000</b>	<b>354 350</b>
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	Pilotage et soutien des services du MCACL	43 260	504 030
		Commerce	0	10 025 442
		Secteur privé	0	920 490
		Artisanat	0	719 584
		<b>Total</b>	<b>43 260</b>	<b>12 169 546</b>
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	Pilotage et soutien des services du MIPI	11 905	225 006
		Promotion des investissements	1 057 229	1 067 281
		Industrie	306 297	529 719
		<b>Total</b>	<b>1 375 431</b>	<b>1 822 006</b>
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	Pilotage et soutien aux services du MTPI	45 372	395 159
		Construction et reconstruction du réseau de	36 419 115	53 342 499

SECT°	MINISTERES INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	routes nationales et des infrastructures		
		Planification, études , suivi-évaluation et statistiques	3 550 000	1 352 610
		Entretien du réseau de routes nationales et des infrastructures	17 868 147	18 167 093
		<b>Total</b>	<b>57 882 634</b>	<b>73 257 362</b>
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	Pilotage et soutien aux services du ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR)	0	112 869
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	41 102 259	26 892 386
		<b>Total</b>	<b>41 102 259</b>	<b>27 005 255</b>
		Pilotage et soutien des services du MTRAF	15 085	248 945
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	Transport aérien	4 747 481	3 063 618
		Transports routiers et ferroviaires	29 049 516	8 058 235
		<b>Total</b>	<b>33 812 082</b>	<b>11 370 798</b>
		Pilotage et soutien du MDEM	73 003	650 900
850	Ministère tourisme du	Mines	1 192 802	896 649
		Energie	153 240 755	70 540 032
		<b>Total</b>	<b>154 506 560</b>	<b>72 087 581</b>
		Pilotage et soutien aux services du MCT	24 500	264 381
		Tourisme	1 681 722	333 359

SECT°	MINISTERES INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES DOTATIONS	MONTANT (EN MILLIERS DE FCFA)	
			AE	CP
		Total	1 706 222	597 740
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	2 553 380	822 879
		Gestion durable des écosystèmes	8 460 152	6 125 373
		Environnement et climat	37 863 700	17 805 551
		Total	48 877 232	24 753 803
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	20 725	313 809
		Infrastructures numériques et postales	7 704 932	12 281 846
		Digitalisation des activités économiques et sociales	29 080 190	12 808 208
		Total	36 805 847	25 403 863
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la république	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	20 000	367 782
		Droits de l'homme	0	138 058
		Consolidation de la démocratie et de la paix	0	128 569
		Citoyenneté	0	141 607
		Relations avec les institutions de la république	0	39 585
		Total	20 000	815 601
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>811 332 915</b>	<b>1 049 142 788</b>

**Programmes comptes d'affectation spéciale (CAS)**

LIBELLE DU CAS	Montant 2024 (en milliers de francs CFA)
<b>Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle</b>	
Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP)	2 880 000
<b>Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie</b>	
Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)	3 364 289
<b>Ministère de l'industrie et du tourisme</b>	
Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT)	459 147
<b>Ministère de l'environnement des ressources forestières</b>	
Fonds national de développement forestier (FNDF)	363 000
<b>Ministère des sports</b>	
Fonds national du développement du Sport (FONADES)	950 463
<b>Ministère de l'eau et de l'assainissement</b>	
Fonds de gestion intégré des ressources en eau (F-GIRE)	300 000
<b>TOTAL</b>	<b>8 316 899</b>

**Article 28 nouveau** : Ouverture des dotations au profit des ministères et institutions

Conformément à l'article 45 de la loi organique n° 2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances, cette deuxième partie de la loi de finances fixe, pour le budget général et les comptes spéciaux du Trésor, le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des dotations et programmes ainsi que le plafond des autorisations d'engagement des projets d'investissement. Elle définit également les modalités de répartitions des fonds de concours, approuve les conventions financières de l'Etat et énonce des dispositions diverses.

Les crédits budgétaires non répartis en programme sont répartis en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politique publique ou des critères de performance.

Au titre de l'exercice budgétaire 2025, il est ouvert des dotations d'un montant de 667.926.205.000 FCFA au profit des institutions et des crédits globaux et se répartissent comme suit :

**Tableau récapitulatif des dotations des institutions**

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES / DOTATIONS	Montant (en milliers de FCFA)	
			AE	CP
<b>INSTITUTIONS</b>			<b>5 356 524</b>	<b>42 033 106</b>
110	Assemblée nationale	Dotation : Assemblée nationale	2 592 501	8 742 072
120	Présidence de la République	Dotation : Pilotage stratégique de la PR	880 812	24 692 098
130	Premier ministère	Dotation : Pilotage stratégique de la primature	156 090	1 427 479
131	Secrétariat Général du Gouvernement	Dotation : Pilotage stratégique du SGG	100 900	672 148
140	Cour constitutionnelle	Dotation: Cour constitutionnelle	1 475 881	1 748 169
150	Cour suprême	Dotation: Cour suprême	53 045	681 339
160	Médiateur de la République	Dotation : Médiation	25 750	200 573
170	Cour des comptes	Dotation: Cour des comptes	71 545	2 289 649
180	Conseil économique et social	Dotation : Conseil économique et social	0	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Dotation : Pilotage et soutien aux services de la HAAC	0	417 558
421	Conseil supérieur de la magistrature	Dotation : Conseil supérieur de la magistrature	0	70 739
921	Commission nationale des droits de l'homme	Dotation : Commission nationale des droits de l'homme	0	591 282
<b>CREDITS GLOBAUX</b>			<b>66 218 083</b>	<b>625 893 099</b>

SECT°	MINISTERES INSTITUTIONS	/ PROGRAMMES DOTATIONS	Montant (en milliers de FCFA)	
			AE	CP
<b>INSTITUTIONS</b>			<b>5 356 524</b>	<b>42 033 106</b>
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1: Charges financières de la dette publique	0	166 957 260
		Dotations 2: Dépenses communes ordinaires	0	386 246 257
		Dotations 2: Dépenses communes de transferts	0	15 900 000
		Dotations 3: Dépenses communes d'investissement	66 218 083	56 789 582
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>71 574 607</b>	<b>667 926 205</b>

**Article 29 nouveau** : Ouverture des autorisations d'engagement et de crédits de paiement pour le financement des dépenses d'investissement

Les montants des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) sur les investissements concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques, au titre de l'exercice 2025, sont fixés respectivement à 887.400.749.000 FCFA et 541.332.412.000 FCFA.

**Article 30 nouveau** : Comptes spéciaux du Trésor

Au titre de l'exercice 2025, il est ouvert des crédits de paiement (CP) d'un montant de 8.316.899.000 FCFA sur les comptes spéciaux du Trésor constitués uniquement des comptes d'affectation spéciale.

## CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS FINALES

**Article 4 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 31 DEC 2025

PRÉSIDENT DU CONSEIL



SIGNE

FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE

Pour ampliation

Le Ministre, Secrétaire général  
de la Présidence du Conseil



ABLAMBA AHOÉFAVI JOHNSON